

DES COMPROMIS NECESSAIRES

Gérard Néel

Gérard Néel

Des compromis
nécessaires

© Gérard Néel, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-1985-0

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'AUTEUR

Statisticien-économiste de formation (ENSAE 1969), passionné par l'économétrie et la modélisation sans doute parce que ces techniques rapprochent l'économie et plus généralement les sciences sociales des sciences dites « *exactes* », Gérard NÉEL fut d'abord modélisateur et économiste/prévisionniste à la Direction des Etudes du Crédit Lyonnais de 1971 à 1979. Il vécut alors une période fertile en événements exceptionnels et en débats féconds, avec la suspension par Richard Nixon de la convertibilité du Dollar en or (15 Aout 1971), le premier choc pétrolier, les débats sur les conséquences de la mise en œuvre éventuelle du « *programme commun* » (1977-1978), la participation aux travaux du groupe « *Monnaie-Croissance* » du Commissariat au Plan, aux débats de l'Association Française d'Econométrie Appliquée et à la vie de l'Association Française des Economistes d'Entreprises (AFEDE) où il fut Président de la Commission de Conjoncture, etc. Il a alors bénéficié de rencontres enrichissantes et d'apports conceptuels considérables notamment de la part de Madame Geneviève Vibert¹, du Professeur Jacques Le Bourva², de Jean-Michel Grandmont du CEPREMAP, de ses collègues Michel Rondenot³ et Alain Chaussard, ainsi que des participants au groupe Monnaie-Croissance du Commissariat au Plan (Thierry de Montbrial, Jacques-Henri David⁴, Louis et Vivien Levy-Garboua, Jacques Melitz, etc.).

Le goût du changement et l'intérêt porté aux marchés de matières premières l'ont alors conduit à travailler en Afrique pendant près de 10 ans, au cabinet du ministre⁵ de l'agriculture de la Côte d'Ivoire (1979-1984), puis au Congo Brazzaville (1984-1986, gestion des investissements publics) et enfin au Gabon (Chef du Projet Banque Mondiale d'appui à la planification, 1986-1988) à un moment critique où la baisse du prix du pétrole (le « *contre-choc pétrolier* ») a placé ce pays dans une position économique et financière difficile. Il participe alors à la conception et à la mise en œuvre d'un programme de réforme économique (dit « *d'ajustement structurel* ») et aux négociations avec le FMI et la Banque Mondiale.

De retour en France en 1989, il conduit une opération de formation des cadres de la Direction Générale du Développement (DG VIII) de la Commission Européenne sur les politiques dites d'ajustement structurel (Banque Mondiale) et les programmes de stabilisation du FMI. En 3 ans, plus de 200 cadres seront ainsi formés. Sur les 28 années qui suivront et dans divers cadres, il ne cessera jamais d'animer des formations en économie et finances publiques, à l'IIAP⁶, dans le cadre de missions de consultant où il y aura très souvent un volet formation, puis à partir de 2008 à l'Institut FORHOM, au CIFOPE et à l'Institut Perspectives (SOFRECO).

Il prend en 1993 la direction du département Economie et Management Public de SFC-Sedes-Cegos, puis en 1995, après la disparition de SFC, du Département Economie (puis Economie et Management Public) de SOFRECO, tout en continuant de faire comme consultant des missions nombreuses en économie, organisation administrative (réorganisation de ministères et d'administrations publiques diverses) et réforme budgétaire (dès 1998-2000⁷ en Zambie) en Afrique, puis en Europe Centrale, autour de la Méditerranée et enfin dans l'ex-URSS.

En 2005, il quitte son poste de Directeur à SOFRECO⁸ pour continuer en free-lance son métier de consultant international en économie et gestion publique. Suivent alors des missions passionnantes, au Burundi, au Liberia et au Tadjikistan, qui mêlent management public et économie, y compris de nouveau la construction de modèles de prévision macro-économique.

À partir de 2009, son activité se concentre sur la formation en économie et management public (centrée sur prévision économique, la programmation financière et la réforme budgétaire) dans trois centres de formation : Perspectives (SOFRECO), l'Institut FORHOM (BDPA) et le CIFOPE. En parallèle, il est élu conseiller municipal du village de Champtercier (04) où il fera 2 mandats (2008-2014 et 2014-2020)

Au total, il aura travaillé dans 41 pays différents essentiellement en Afrique (francophone et anglophone), autour de la Méditerranée (Liban, Syrie, Tunisie et Algérie), en Europe Centrale et en ex-URSS.

Ouvrages et publications :

- Sur les taux d'intérêts en France, Jean-Michel Grandmont (CEPREMAP) et Gérard Néel, *Revue Economique*, 1973.
- PRECI : Un modèle de prévisions multisectorielles, Gérard Néel et Alain Chaussard ; *Revue d'Economie Industrielle*, 1979. Précédemment présenté au IVème Colloque d'Economie Appliquée à Strasbourg en 1975.
- Une approche des fluctuations de la demande de crédit en France, 1960-1973, Thérèse Bescond et Gérard Néel, *Revue Banque*, 1977.
- Comment préparer, discuter, négocier un programme d'ajustement structurel avec la Banque Mondiale Gérard Néel – Document CEGOS-IDET – 1989.
- Les politiques Publiques en France : De la faillite à l'espérance. Gérard Néel, *LIBRINOVA*, Juin 2020.
- Le contre-programme. Gérard Néel. *LIBRINOVA*, 17 Février 2022

INTRODUCTION

Comme annoncé comme une possibilité non négligeable en introduction de mon précédent ouvrage rédigé en Février 2022, le Président élu ne dispose pas d'une majorité absolue au Parlement.

Dans un régime strictement présidentiel comme aux Etats-Unis, une telle situation aboutit à des négociations point par point qui permettent de déboucher sujet par sujet sur des compromis dans l'intérêt général quelquefois après des séquences d'affrontement. En bref, chacun admet qu'il ne détient pas toute la vérité et on s'efforce de trouver des solutions dans l'intérêt du pays.

Dans un régime parlementaire « *encadré* » comme en Allemagne, les principales forces politiques négocient, quelquefois longuement, pour aboutir à un programme contractuel qui est pris en charge par le leader de la principale force politique, appuyé par le ou les leader(s) des forces politiques contractantes. En bref, on se met d'accord là aussi sur un ensemble de compromis.

Dans le régime parlementaire italien, proche de ce qui était notre IVème république, des coalitions plus ou moins stables et quelquefois surprenantes permettent de gouverner le pays jusqu'au retour aux urnes, éventuellement de façon anticipée. Le Président qui a peu de pouvoirs joue cependant le rôle d'animateur de ce processus. Ce système aboutit à une certaine instabilité, comme c'était le cas dans notre IVème république.

Dans ces trois cas cependant, les hommes politiques concernés s'efforcent d'adopter un comportement responsable, même s'il y a eu des exceptions.

Dans ces circonstances, **on ne peut que s'étonner de voir nos hommes politiques bloquer le système, pratiquant l'insulte, l'anathème, l'excommunication et le procès d'intention.** Les références extrêmement contestables à des pères putatifs de la république n'ont pas arrangé les choses, chacun y allant de son interprétation politico-historique sans se soucier des anachronismes : on a ainsi cité à loisir Robespierre et Jaurès sans se soucier des

contradictions. Le recours aux réseaux sociaux et l'attitude de certains parlementaires plus soucieux de faire des coups médiatiques dans une perspective présidentielle très hypothétique que de travailler pour le bien de la France et de ses citoyens ont considérablement dégradé l'atmosphère.

Certains commentateurs ont comparé les séances du parlement à des AG étudiantes. **Pour avoir vécu Mai 68, je constate que certaines AG étaient alors plus calmes et plus responsables que ce que nous avons vu en Juillet 2022 au Parlement.**

On ajoutera que la tension et les blocages actuels ne se limitent pas à l'hémicycle : on ne pourra progresser dans certains domaines sans débat avec les syndicats et pourtant certains syndicats sont bloqués sur des positions dogmatiques sans laisser la place à des contre-propositions positives qu'ils pourraient parfaitement formuler.

En termes clairs, **il faudrait réapprendre à parler sans s'invectiver** et accepter que l'autre, serait-il un « *adversaire politique* » (mais pas un ennemi), peut détenir une part de vérité. Il faut aussi que chaque force politique accepte comme tel le poids que lui ont donné les électeurs, ce qui est la moindre des choses en démocratie.

On objectera avec quelque raison que ceci est peut-être **un vœu pieux** au regard des egos surdimensionnés des uns et des autres.

C'est pourquoi on suggérera ci-dessous, sur des exemples concrets, **une méthode et son application.**

On a choisi les exemples suivants qui sont tous complexes et concernent à la fois des forces politiques, les syndicats, des lobbys et des segments de population qui se sentent oubliés et l'ont déjà manifesté avec colère :

- Les retraites : réforme paramétrique et réforme systémique, pénibilité, âge, dépendance, etc.
- Le pouvoir d'achat et la structure des revenus ce qui en langage syndical s'appelle les grilles salariales, mais concerne aussi le premier point, c'est-à-dire les pensions de retraites, et les revenus non salariaux.

- La fiscalité et ses effets indirects, quelquefois pervers.
- Le temps de travail (hebdomadaire, annuel, sur le cycle de vie)
- La transition énergétique.
- Les finances publiques et la dette.

On constatera que beaucoup de ces secteurs interagissent les uns sur les autres ce qui crée des blocages si l'on traite l'un sans traiter sérieusement l'autre. On doit aussi constater qu'au nom de la séparation des domaines politiques et syndicaux (pourtant quotidiennement ignorée) chacun veut ignorer les conséquences des (rares) propositions qu'il formule sur le domaine de l'autre : cela s'appelle de l'inconséquence.

Certains de ces sujets ont déjà été traité avec plus ou moins de profondeur dans mes deux précédents ouvrages : on trouvera ci-dessous **des propositions largement aménagées** pour tenir compte des positions et analyses des uns et des autres et tenter de les intégrer dans un ensemble cohérent et réaliste.

Enfin, comme souligné dans mes précédents ouvrages, **on ne peut avancer sur ces différents sujets sans un minimum d'objectivité et de technique mathématique, car NON, TOUT N'EST PAS POLITIQUE et surtout une politique non fondée sur une analyse objective mène à la catastrophe.**

On ne saurait trop souligner que **le défaut d'analyse objective au nom du « c'est politique » et des « politiques volontaristes » peut conduire à des échecs retentissants.** Comme beaucoup, j'ai aimé, rêvé et apprécié les aventures du « *Plan Calcul* », du France et du Concorde, mais... elles ont en commun d'avoir débouché sur des échecs retentissants où l'Etat s'est souvent fourvoyé avec des raisons qui paraissaient a priori excellentes.

Il faut donc tenir un langage de vérité, sans avoir peur de froisser certains, mais en reconnaissant aux mêmes leur part de vérité.

Il faut aussi **se déshabiller des idéologies passéistes**, sans chercher à les remplacer par des constructions aussi abstraites que les précédentes. Il faut faire preuve d'un minimum de pragmatisme et de réalisme : en bref, **pas de dogmatisme** habillé en idéologie.

On entend trop souvent certains acteurs réclamer (et quelquefois obtenir) des mesures dont les expériences passées ont prouvé le caractère néfaste : « *relance par la consommation* », « *coup de pouce pour le SMIC* », indexation sur les prix, blocage des prix, etc.

En bref, ce qui est nécessaire c'est **un peu d'imagination, beaucoup de sérieux et du travail sur des bases objectives et réalistiquement chiffrées** (en termes budgétaires, financiers et économiques⁹).